

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

Réf : 023./OLUCOME/09/2017

Bujumbura, le 14./09/2017

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Ougandaise et Facilitateur dans le dialogue inter burundais avec les assurances de notre plus haute considération.

à Kampala

A Son Excellence Monsieur William Benjamin Mkapa,
Ancien Président de la République Unie de Tanzanie et
Co-Facilitateur dans le dialogue inter burundais

à Dar-es-salaam

Objet : Urgence de reprendre le dialogue inter burundais
afin d'arrêter la crise économique et ses conséquences
qui pèsent sur les citoyens Burundais

Excellence Monsieur le Co-Facilitateur,

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) en tant qu'une organisation de la société civile Burundaise qui participe au dialogue inter burundais externe depuis 2015, qui se trouve sur terrain et qui voit le calvaire social et économique que les citoyens burundais vivent, a un grand honneur de s'adresser auprès de votre très haute autorité pour vous exprimer ses inquiétudes en rapport avec le manque de volonté non exprimé des politiciens plus particulièrement du Gouvernement et de ses alliés de participer au dialogue inclusif inter burundais externe. Aux yeux de l'OLUCOME, ce comportement est motivé par des calculs égoïstes et le manque de courage de dépasser le moi qui domine dans leurs manières de raisonner et d'agir. Malheureusement, ce comportement hypothèque l'avenir de 12 millions de citoyens qui ne savent plus aujourd'hui à quel saint se vouer.
2. Excellence, les conséquences de la crise sociale, économique et politique déclenchée au Burundi en avril 2015 suite à la présentation de la candidature de Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015 s'intensifient à grande vitesse. Le taux de croissance économique qui était de 4.7% en 2014 est

devenu de -0.5% en 2016. Le Burundi a une dette intérieure de plus de 1250 milliards Fbu soit plus de 94% du Budget Général de l'Etat de 2017. Bien plus, le revenu par habitant de 315.2 USD en 2015 classant le Burundi le 1^{er} pays le plus pauvre du monde en cette année est devenu de 284 USD en 2016 selon les statistiques du Fonds Monétaire International (FMI). Le déficit de la balance commerciale continue à augmenter exponentiellement d'autant plus que le pays possède très peu de devises pour effectuer des importations. Cette situation de carence de devises se fait remarquer sur le marché monétaire où un dollar américain qui s'achetait en 2015 à 1700 Fbu s'achète actuellement à 2750 Fbu soit une dépréciation monétaire de 61.76% et celle-ci se classe comme la première au Burundi.

3. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, le volume des importations exigeant ces devises chères et en quantité insuffisante, diminue ces derniers jours et par voie de conséquence certains produits commencent à manquer au pays. Il s'agit du cas d'une seule grande société BRARUDI qui fabrique des boissons alcoolisées et non alcoolisées qui aujourd'hui a limité par défaut à ces clients la quantité qu'ils doivent se procurer et la carence de ces boissons s'est déjà fait sentir alors que cette société permettait à l'Etat d'encaisser une quantité énorme de taxes à hauteur de plus 100 milliards de Fbu soit plus de 7,5 % des recettes annuelles de l'Etat. Aujourd'hui, les prix de ces boissons alcoolisées viennent d'être revus à la hausse à raison de 28.5% pour l'Amstel, passant de 1400 Fbu à 1800 Fbu la bouteille.
4. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, le carburant une source d'énergie manque souvent au pays pour la même raison de manque de devises et de nouvelles perspectives des dirigeants politiques. De décembre 2016 au mois de mai 2017, la carence de carburant s'est beaucoup remarquée au pays et à l'heure actuelle, cette situation désastreuse reprenne encore suite toujours à ce problème de devises. Selon le récent rapport de la commission chargée de la gouvernance à l'Assemblée Nationale du Burundi, sur 6 sociétés pétrolières qui opéraient au Burundi, il ne reste que 2 dont Interpetrol qui rafle illégalement presque tous les marchés du Gouvernement relatifs au carburant et aux devises. Aujourd'hui, cette pénurie du carburant occasionne la vente de ce produit sur le marché noir où un litre d'essence qui se vendait à 2100 Fbu se vend actuellement à 4500 Fbu soit une augmentation de 114,2%.
5. Les conséquences de ce manque de carburant sont entre autres l'augmentation du ticket de transport, la hausse du prix de carburant, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la hausse du prix de l'électricité (car le carburant est utilisé dans les groupes électrogènes des centrales thermiques pour élever la quantité d'électricité), ... Aujourd'hui, l'unique société de production et de distribution de l'électricité « REGIDESO » compte augmenter en ce mois de septembre le prix de l'électricité à hauteur de 460.8% suite au contrat de 10 ans qu'il a conclu illégalement avec cette même société Interpetrol qui lui livrera du carburant pour ces groupes électrogènes afin d'élever la production en électricité. Ici, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, nous voudrions vous informer que suite au problème de manque de l'électricité dans le pays les activités économiques sont à l'arrêt. L'OLUCOME se demande comment l'industrie ou le pays peut-elle (il) se développer sans de l'électricité ?

ep

6. Cette situation économique décrite ci-haut a permis l'augmentation de l'inflation au pays alors que le pouvoir d'achat de la population diminue progressivement. A titre d'exemple, les salaires des fonctionnaires n'ont pas augmenté de même que ceux des employés des sociétés privées pour dire que la population burundaise vit actuellement une pauvreté sans nom. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, le comble de malheur est que le Gouvernement ne cesse d'augmenter les impôts et taxes qu'il demande aux citoyens et crée davantage d'autres types de frais que la population doit s'acquitter à l'instar des frais de contribution de construction de stades, ...bientôt chaque fonctionnaire de l'Etat se verra retirer à la source les frais d'une contribution obligatoire pour les élections de 2020.
7. Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, même si la situation socio-économique actuelle au Burundi est alarmante, les dirigeants continuent à déclarer que tout va bien et qu'il est prêt à poursuivre le dialogue inter burundais externe. Cependant, l'OLUCOME en tant qu'une organisation œuvrant dans le domaine de la gouvernance trouve plutôt que certains politiciens plus particulièrement les membres du Gouvernement expriment qu'ils sont pour le dialogue alors que concrètement ils en sont contre en vue de protéger leurs propres intérêts condamnant 12 millions des citoyens burundais à vivre une misère sans nom. Excellence, dans votre mission de facilitation et surtout pour l'honneur de la sous-région, des pays hôtes et des plus hautes autorités qui ont piloté les négociations d'ARUSHA et obtenu en 2000 les accords d'ARUSHA, l'OLUCOME vous demande de contourner dans l'urgence ce jeu politique égoïste des politiciens pour sauver l'avenir de 12 millions des burundais.
8. A cet effet, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, comme l'OLUCOME ne peut pas se taire devant cette situation chaotique où les burundais vivent une misère sans précédent et devant de telles malignités politiciennes, il vous demande encore une fois de prendre dans l'urgence toutes les mesures qui s'imposent en vue de couper la route à ces politiciens qui ne voient que leurs propres intérêts en hypothéquant malheureusement l'avenir de tout un peuple.

Comptant sur votre ferme engagement de sauver le peuple burundais, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Co-Facilitateur, l'expression de notre très haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



C.P.I à :

-Son Excellence Monsieur le Conseiller Spécial du Secrétaire Général
des Nations Unies pour le Burundi avec les assurances de notre

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49

Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

haute considération ;

à New York

-Son Excellence Monsieur le Représentant de l'Union Africaine au Burundi
avec les assurances de notre haute considération ;

à Bujumbura

-Son Excellence Monsieur le Chef de Délégation de la Commission de l'Union
Européenne au Burundi avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bujumbura

- Son Excellence Monsieur l'Envoyé spécial de la Belgique dans la Région
des grands Lacs avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bruxelles

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté Est
africaine avec les assurances de notre très haute considération ;

à ARUSHA

- Son Excellence Madame/ Monsieur Chef de mission diplomatique accrédité
à Bujumbura (tous).

ef